

Rivière, Claude, *Mutations sociales en Guinée*, Paris, Marcel
Rivière et Cie, 1971, 415 p.

Cary Hector

Volume 4, numéro 1-2, 1973

La sécurité européenne

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700292ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700292ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hector, C. (1973). Compte rendu de [Rivière, Claude, *Mutations sociales en Guinée*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1971, 415 p.] *Études internationales*, 4(1-2), 193-195. <https://doi.org/10.7202/700292ar>

On ne peut ici s'empêcher de remarquer que les intentions qu'attribue l'auteur à la Chine se retrouvent inversement exprimées, dans les documents chinois. Ainsi, dans la « déclaration du gouvernement de la république populaire de Chine » du 21 novembre 1962² à laquelle se réfère le Docteur Sharma, la Chine reproche à l'Inde de vouloir s'assurer le contrôle du Sud-Est asiatique (référence à un ouvrage de Nehru, publié en 1944) et de vouloir freiner le développement industriel de la Chine en distrayant ses forces vers un conflit frontalier armé.

Quoi qu'il en soit, un aspect fort intéressant des problèmes frontaliers analysés par le Docteur Sharma réside dans la relation étroite qui existe entre deux conflits frontaliers différents, celui qui oppose l'Inde à la Chine et celui du Cachemire. L'histoire et la géographie ont placé le Cachemire à la confluence des trois États qui se le sont disputé de diverses façons selon les positions respectives des trois parties sur les plans juridiques et politiques. Malheureusement, l'auteur insiste assez peu sur la relation entre ces deux problèmes frontaliers comme il aurait pu d'ailleurs développer davantage les rapports entre le conflit sino-indien et l'évolution du Tibet depuis l'époque de sa semi-autonomie jusqu'à son incorporation définitive dans l'espace chinois.

On pourrait formuler deux reproches plus importants à l'auteur. Celui de n'avoir logé aucune carte géographique dans son ouvrage. Il nous semble que toute étude de frontière, comme d'ailleurs toute analyse d'un problème territorial en général, doit utiliser l'expression cartographique pour localiser les nombreuses références à des points frontaliers, à des situations relatives, à des modifications de frontières ou de territoires, etc. Par ailleurs, si la genèse et l'évolution des litiges frontaliers sont bien développées, l'auteur évite de dresser un tableau de la situation actuelle. La position respective des parties au Cachemire eût dû faire l'objet

d'une description détaillée qui aurait d'ailleurs eu d'avantage à être également exprimée cartographiquement.

Malgré ces réserves, l'ouvrage du Docteur Sharma demeure un document d'un grand intérêt, non seulement pour la connaissance des problèmes qui y sont étudiés mais pour l'exploitation qu'il fait de nombreuses sources de droit international qui sont consignées dans le demi-millier de références bibliographiques qui se retrouvent réparties à la fin de chaque chapitre. Notons en passant que cette très importante bibliographie eût pu être avantageusement regroupée dans une bibliographie compréhensive, à la fin du volume et par ordre alphabétique, en donnant les références bibliographiques complètes, ce que les notes de fin de chapitre ne font pas.

Bref, une contribution importante et intéressante à la connaissance de l'Inde et à la théorie des frontières internationales.

Henri DORION

Géographie
Université Laval

RIVIÈRE, Claude, *Mutations sociales en Guinée*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1971, 415p.

Ancien doyen de la faculté des sciences sociales de Conakry, d'octobre 1964 à juillet 1968, Claude Rivière nous livre ici son interprétation des *mutations* opérées ou en cours dans ce pays ouest-africain dont le « non historique » du 28 septembre 1958 a contribué à l'enclenchement du processus de décolonisation formelle dans l'ancienne A. O. F. Cette interprétation rassemble en partie des enquêtes et des travaux publiés ailleurs. Toutefois le constat s'impose qu'il s'agit bien d'un ouvrage cohérent dans la structuration de ses parties. Même si sa publication accuse un décalage de deux ans par rapport à la rédaction finale du manuscrit (mars 1969). L'auteur tient à confirmer la validité actuelle de ses interprétations majeures et de ses prospectives.

Reste que pour passer à travers celles-ci, l'auteur du présent compte rendu a dû surmonter une certaine irritation causée par des relents

2. Les documents les plus importants originant de Chine quant au conflit sino-indien ont été publiés en langue française, à Pékin, en 1962 dans un ouvrage qui contient une série de cartes géographiques qui permettent de voir dans le détail la situation du problème: *La question de la frontière sino-indienne* (édition augmentée), Pékin, Éditions en langues étrangères, 1962, 149p. + 13 cartes hors texte.

de paternalisme et d'eurocentrisme présents partout dans l'ouvrage. (Est-ce simplement à cause de la méfiance épidermique de celui qu'il appelle un « brillant autodidacte » (Sékou Touré) que le doyen Rivière a failli se faire expulser de Guinée en 1966 ?).

Prise entre la déconstruction coloniale et la reconstruction nationale, la Guinée du Parti démocratique de Guinée met en branle des forces centripètes et centrifuges. L'auteur se propose justement « l'étude des modalités de maîtrise de ces forces et d'apaisement des tensions sociales [...] » (p. 14). Il organise son ouvrage autour de quatre vecteurs : intégration des ethnies, condition et promotion de la femme guinéenne, mobilisation politique de la jeunesse et mutations socio-religieuses. Il en dégage six chapitres de composition presque symétrique (moyenne de soixante pages), dont les trois premiers ont pour objet les trois premiers vecteurs tandis que les trois autres présentent en fait une scission du quatrième vecteur en trois sous-thèmes : fétichisme et démystification, l'Islam, le catholicisme.

Claude Rivière est très soucieux de valoriser sa démarche de sociologue : « ... rejetant l'hyper-empirisme de l'historiographe politique [...], récusant l'attitude du journaliste avide de conclusions-choc [...], nous aurons pour souci de conserver une attitude sociologique qui joindra l'analyse descriptive et compréhensive à l'explication causale... » (p. 21). Pourtant l'impression qui se dégage notamment des trois premiers chapitres est que l'auteur met plutôt en œuvre une combinatoire à composantes sociologique, anthropologique et ethnographique, laquelle lui est peut-être imposée par l'objet-même de son étude.

Car, au fait, pourquoi « mutations sociales » et non pas « évolution sociale » ? « Mutation sociale étant un changement brusque dans la structure même d'une entité sociale globale », il convient d'appliquer ce terme « au revirement radical récemment survenu dans la société guinéenne » (p. 15). « Évolution sociale » aurait référé à une transformation en profondeur (que l'auteur ne nie pas) et de plus longue durée. Cette définition de l'objet d'étude énonce déjà les interrogations qui accompagneront chaque traitement des mutations annoncées : leur viabilité, leur irréversibilité, i.e. leur degré

d'enracinement dans la nouvelle structure sociopolitique guinéenne et aussi le destin même de celle-ci. L'auteur promet au lecteur « des conclusions assez optimistes à la fin de chaque chapitre », lesquelles seront « tempérée » par « d'autres, plus pessimistes, issues d'une réflexion sur l'apparition des classes sociales » (p. 17). Bref, des conclusions partielles ambivalentes. Dans la conclusion, l'auteur penchera « pour finir vers l'optimisme[...] » (p. 413).

Nous laisserons au lecteur intéressé l'initiative de se familiariser lui-même avec les mille et une facettes des mutations en question. Nous mettons ici volontiers l'accent sur les trois premiers chapitres. Nous retiendrons l'essentiel des conclusions auxquelles est parvenu Rivière, tout en signalant quelques-uns des jalons qui l'y ont amené.

Selon lui, l'intégration des ethnies se serait annoncée pendant la période coloniale, notamment par l'économie de traite, l'urbanisation et l'éducation imposée aux élites urbaines. L'action décisive reste cependant celle du P.D.G. : solution concrètes au niveau même des militants, propagande habile contre le régionalisme, etc. (p.55), suppression des chefferies, éducation (p.57), intégration des ethnies dans les institutions nationales, administratives, civiles, religieuses, judiciaires (p.61). Bref, en Guinée, « l'intégration nationale suit un chemin convergent avec celui de la modernisation » (p.82). Et même s'il a conservé une certaine force sur le plan régional, « le particularisme ethnique a cédé devant l'idée de nation » (p. 88).

La promotion contemporaine de la femme guinéenne doit être mise également à l'actif du P.D.G., notamment depuis l'époque précédant l'indépendance où Sékou Touré « n'hésitait pas à faire de toutes les femmes de Guinée ses principaux agents électoraux en même temps que des moyens de pression politique » (p. 105). Après l'indépendance, plusieurs moyens vont être mis en œuvre pour poursuivre l'émancipation féminine : la législation du mariage et du divorce, l'encouragement officiel de la monogamie (Congrès des femmes de 1968), éducation de la femme et surtout insertion dans les activités nationales. Au total, malgré les conflits inévitables entre tradition et modernité auxquels se heurtent les femmes, l'auteur affirme son optimisme « quant à la progression

de leur conscience nationale et à l'évolution de leur condition[...] (p. 157).

Il signale que dès l'indépendance de la Guinée, le P.D.G. avait pris conscience du problème des jeunes comme l'un des plus importants. « À l'heure actuelle, ajoute-t-il, le parti est la plus importante des forces ambiantes qui modèle la conscience de la jeunesse guinéenne et en dirige les activités politiques, économiques et socio-culturelles » (p. 159). À l'encontre de la jeunesse organisée du Congo-Brazzaville et à l'instar de celle du Ghana de N'Krumah, la jeunesse organisée de la Guinée est « une forte communauté idéologique » qui s'insère à l'intérieur du parti (p. 161). Elle est encadrée dans la milice populaire, joue un rôle de pression vis-à-vis d'autres groupes de la société (ce qui ne va pas sans conflits), et affiche des attitudes modernistes. Fait important à relever : « par comparaison avec beaucoup d'autres pays africains, les enfants et adolescents inadaptés ou délinquants sont rares » (p. 218). Pour toutes ces raisons, malgré de nombreuses difficultés et tensions, Rivière n'ose pas penser que la jeunesse guinéenne d'aujourd'hui[...] est une génération vraiment sacrifiée » (p. 220).

Quant aux mutations socio-religieuses, disons que les développements de l'auteur intéresseront sans nul doute le sociologue de la religion ainsi que l'anthropologue ou l'ethnologue attentif aux manifestations concomitantes de disparition et de survivance du fait religieux : « agonie et mort du fétichisme », « modernisation de l'Islam », « recul du catholicisme » (mais en même temps « diagnostic de santé » de l'Église guinéenne), tels sont les points de repère signalés par l'auteur.

Mutations sociales en Guinée s'achève sur une conclusion d'ensemble qui demeure fondamentalement ambivalente malgré « l'optimisme final » de l'auteur déjà mentionné au début. Avant de suggérer une explication, retenons un constat de l'auteur : « ...plus qu'une mutation des institutions, c'est une mutation des mentalités qu'a opérée la révolution guinéenne » (p. 389). Mutation des institutions et ou mutation des mentalités, « leur issue, quoique irréversiblement orientée, demeure encore sur de nombreux points sujette à interrogation ». En fait, Rivière quête des réponses à des questions

soulevées à partir d'inquiétudes subjectives sur l'avenir guinéen. Celles-ci nous conduisent ensuite à une observation sociologique importante de l'auteur, laquelle demanderait à être plus qu'un énoncé : à savoir « la réforme du statut des femmes et des jeunes a conditionné l'apparition d'une société de classes » (p. 393). Mais il est vrai que le doyen Rivière avait promis dès le début (p. 18) « un autre ouvrage sur la dynamique des *strates* sociales en Guinée... »

La Guinée socialisante n'aurait alors réussi qu'à construire un capitalisme d'État ? L'auteur ne nous est d'aucun secours pour répondre à cette question, car, on l'aura remarqué, « les mutations économiques » sont absentes de son étude, sauf bien sûr sur le mode allusif (par exemple, alignement des « symptômes de l'anarchie du sous-développement » (p. 399).

Les dernières pages de l'ouvrage (400ss.) tentent de répondre à la question : « Pourquoi, malgré ces contradictions, conflits et désajustements, le régime n'est-il pas encore en péril ? » Les réponses, dit-il, sont aussi multiples que complexes les problèmes ». En d'autres termes, pas de réponse univoque. Peut-être faudra-t-il commencer par poser d'autres types de questions.

Cary HECTOR

Science politique
Université du Québec à Montréal

PINKNEY, Robert, *Ghana Under Military Rule, 1966-1969*, Methuen, Agincourt 1972, 182p.

Le livre de Pinkney vient à point. Il s'agit là de la première étude systématique de la performance politique d'un régime militaire. Jusqu'à présent on s'est surtout préoccupé d'analyser les causes des coups d'État militaires. Deux modèles ont jusqu'ici été proposés pour expliquer ces coups d'État. Ainsi Janowitz (1964), Levy (1966) et Pye (1961) suggèrent que les caractéristiques organisationnelles des armées du Tiers-Monde expliquent leur décision d'intervenir dans le processus politique. D'autres auteurs, notamment Huntington (1968) et Zolbe (1968) soutiennent au contraire que c'est le